No. 51751*

**United States of America
and
Dominican Republic**

Exchange of notes constituting an agreement between the Government of the United States of America and the Government of the Dominican Republic regarding the Cooperating Nation Information Exchange System. Santo Domingo, 9 November 2005 and 25 August 2006

Entry into force: *25 August 2006 by the exchange of the said notes, in accordance with their provisions*

Authentic texts: *English and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *United States of America, 4 March 2014*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**États-Unis d'Amérique
et
République dominicaine**

Échange de notes constituant un accord entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République dominicaine relatif au Système d'échange d'informations entre nations coopérantes. Saint-Domingue, 9 novembre 2005 et 25 août 2006

Entrée en vigueur : *25 août 2006 par l'échange desdites notes, conformément à leurs dispositions*

Textes authentiques : *anglais et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *États-Unis d'Amérique, 4 mars 2014*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[TRANSLATION – TRADUCTION]

I

N° 236

L'Ambassade des États-Unis d'Amérique présente ses compliments au Ministère des affaires étrangères de la République dominicaine et se réfère à la coopération actuelle dans la lutte contre le trafic de drogue entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République dominicaine. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique est disposé à fournir au Gouvernement de la République dominicaine des données de poursuite radar en temps réel, par l'intermédiaire du Système d'échange d'informations entre nations coopérantes (ci-après dénommé « CNIES ») du Département de la défense du Gouvernement des États-Unis d'Amérique. Pour veiller à ce que ces données et toute autre assistance liée aux interceptions soient employées dans le respect de la législation pénale applicable des États-Unis d'Amérique, l'Ambassade propose d'officialiser un accord mutuel quant à la nature et à l'importation de ces données et quant aux conditions régissant l'utilisation de ces données et de toute autre assistance liée aux interceptions.

Le texte de cet accord mutuel est le suivant :

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique souhaite fournir son assistance pour la localisation, l'identification, la poursuite et l'interception d'aéronefs civils dans l'espace aérien de la République dominicaine afin de faciliter l'interruption des itinéraires de trafic de drogue et l'arrestation des trafiquants.

Compte tenu de la relation mutuellement bénéfique qu'entretiennent nos deux gouvernements s'agissant des mesures de répression visant à lutter contre le trafic de drogues, l'Ambassade des États-Unis d'Amérique propose ce qui suit au nom du Gouvernement des États-Unis d'Amérique :

I. Définitions

L'expression « assistance du Gouvernement des États-Unis » telle qu'utilisée dans la présente note comprend les éléments suivants, sans que cette liste soit limitative : les fonds, les renseignements, les informations, les données radar (y compris les données tirées du Système d'échange d'informations entre nations coopérantes (CNIES), l'appui logistique, l'appui s'agissant du commandement, du contrôle et des communications, le matériel, l'entretien et les formations dispensées par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique. L'expression « données CNIES » désigne les données révélant la position d'éléments aériens ou terrestres dignes d'intérêt sur la base de filtres géographiques.

Les données CNIES comprennent tant les informations affichées automatiquement et tirées de radars transhorizon relocalisables que l'on n'a pas vérifiées pour déterminer si le vol en question est légal ou non que les éléments dignes d'intérêt que d'autres systèmes de surveillance aérienne ou aéronefs de surveillance ont localisés et qualifiés d'aéronefs suspectés de servir au trafic de drogues.

Conformément à l'article 2 de la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, conclue à Montréal le 23 septembre 1971, à laquelle le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République de la République dominicaine sont parties, les expressions « en vol » et « en service » sont utilisées dans le sens suivant dans la présente note :

1) Un aéronef est considéré comme étant en vol depuis le moment où, l'embarquement étant terminé, toutes ses portes extérieures ont été fermées jusqu'au moment où l'une de ces portes est

ouverte en vue du débarquement; en cas d'atterrissage forcé, le vol est censé se poursuivre jusqu'à ce que l'autorité compétente prenne en charge l'aéronef ainsi que les personnes et biens à bord.

2) un aéronef est considéré comme étant en service depuis le moment où le personnel au sol ou l'équipage commence à le préparer en vue d'un vol déterminé jusqu'à l'expiration d'un délai de vingt-quatre heures suivant tout atterrissage; la période de service s'étend en tout état de cause à la totalité du temps pendant lequel l'aéronef se trouve en vol au sens du paragraphe 1 ci-dessus.

Le terme « interception » désigne l'acte qui consiste, pour un aéronef du Gouvernement de la République dominicaine, à approcher et à rester proche d'un aéronef, dans le but d'identifier cet aéronef et, si nécessaire, de le réorienter vers l'itinéraire qu'il devait suivre, de l'orienter au-delà des frontières de l'espace aérien de la République dominicaine, de l'escorter en dehors d'un espace aérien à accès restreint, interdit ou dangereux, ou de lui ordonner d'atterrir.

II. Interception d'un aéronef

Lorsqu'il intercepte un aéronef civil en vol, le Gouvernement de la République dominicaine se conforme de manière systématique et rigoureuse aux procédures de sécurité énoncées à l'annexe 2 de la Convention relative à l'aviation civile internationale, conclue à Chicago le 7 décembre 1944 (Convention de Chicago) et à tous les amendements qui s'y rapportent. En outre, le Gouvernement de la République dominicaine veille à ce que tout le personnel dominicain (que ce soit dans les airs, dans un centre de commandement et de contrôle ou ailleurs) participant à l'interception d'un aéronef civil maîtrise ces procédures. Lorsqu'il intercepte un aéronef civil en vol, le Gouvernement de la République dominicaine se plie à toutes les dispositions pertinentes prises par l'Organisation de l'aviation civile internationale en matière d'interception, et notamment celles contenues dans le manuel gouvernant l'interception des aéronefs civils.

Le Gouvernement de la République dominicaine informe l'ensemble de sa communauté de l'aviation civile au moyen d'avis aux aviateurs (« NOTAM »°), de ses politiques en matière d'interception. Ces NOTAM informent les pilotes du fait que le Gouvernement de la République dominicaine détériorera, détruira ou neutralisera un aéronef civil uniquement en cas de légitime défense et décrivent correctement les procédures que l'armée de l'air du Gouvernement de la République dominicaine suivra pour ordonner à l'aéronef intercepté d'atterrir, afin que les aviateurs connaissent les procédures et puissent adapter leur comportement en conséquence.

Si l'aéronef civil est intercepté par le Gouvernement de la République dominicaine parce que celui-ci estime que l'aéronef sert essentiellement au trafic de drogues, le Gouvernement de la République dominicaine se fonde sur les questions ci-après pour déterminer la nature de l'aéronef suspect.

Les facteurs suivants doivent être considérés pour déterminer si un aéronef peut raisonnablement être suspecté de servir essentiellement au trafic de drogues :

A-t-on omis de compléter un plan de vol obligatoire pour l'aéronef?

S'est-il écarté de manière inexplicable de la route indiquée dans son plan de vol approuvé ?

Utilise-t-il un mauvais code de transpondeur ?

Vole-t-il à une altitude inexplicablement basse ?

Vole-t-il de nuit avec les feux éteints ?

La queue de l'aéronef porte-t-elle un faux numéro ou n'en porte-t-elle aucun?

Les hublots sont-ils occultés?

La description physique de l'aéronef correspond-elle à celle d'un aéronef précédemment utilisé dans le trafic de drogue ?

Existe-t-il des renseignements indiquant que l'aéronef sert essentiellement au trafic de drogues ?

L'aéronef vole-t-il sans permission dans une zone d'identification de défense aérienne (le cas échéant) ?

L'aéronef est-il stationné sans autorisation, la nuit, sur un aérodrome non surveillé ?

Toutes les tentatives d'identification de l'aéronef ont-elles échoué ?

L'aéronef a-t-il manqué de répondre, de manière inexplicable, à toutes les tentatives de communication ?

L'aéronef a-t-il ignoré les ordres de l'armée de l'air dominicaine ?

Des objets ont-ils été largués depuis l'aéronef ?

Y a-t-il d'autres informations donnant à penser que l'on peut raisonnablement suspecter que l'aéronef sert essentiellement au trafic de drogues ?

Y a-t-il d'autres informations donnant à penser que l'on ne peut pas raisonnablement suspecter que l'aéronef sert essentiellement au trafic de drogues ?

III. Non-recours aux armes contre les aéronefs civils

Si l'assistance du Gouvernement des États-Unis d'Amérique est d'une façon ou d'une autre utilisée pour localiser, identifier, suivre ou intercepter un aéronef civil, le Gouvernement de la République dominicaine :

- a) s'abstient de détériorer, détruire ou neutraliser les aéronefs civils en service; et
- b) s'abstient de menacer de détériorer, détruire ou neutraliser les aéronefs civils en service.
 - i) Ceci n'empêche pas de tirer des coups d'avertissement, pour se signaler, au moyen de munitions traçantes, pour s'assurer que le pilote sait qu'il a été intercepté.
 - ii) Les coups d'avertissement peuvent être tirés uniquement depuis une position légèrement au-delà de la transversale et parallèlement au cap de l'aéronef intercepté pour veiller à ce que l'aéronef intercepté ne soit pas dans la ligne de tir. Le pilote de l'aéronef qui tire les coups d'avertissement prend toutes les mesures de prudence raisonnables pour éviter de tirer sur l'aéronef intercepté, sur les autres aéronefs qui se trouveraient à proximité ou sur des personnes ou biens au sol.

Aucun des engagements pris par le Gouvernement de la République dominicaine pour accepter ces conditions ne lui enlève ou ne limite sa capacité à utiliser des armes dans un cas de légitime défense.

IV. Partage des informations

Le Gouvernement de la République dominicaine n'autorise aucun tiers à accéder, sans le consentement écrit de l'Ambassade des États-Unis d'Amérique, à toute information, donnée ou analyse susceptible pouvant servir à des interceptions aériennes et qui ont été conçues grâce à l'assistance du Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

V. Non respect des conditions

Dans l'éventualité où le Gouvernement de la République dominicaine ne se conforme pas à l'une quelconque des conditions énoncées dans la présente note, le Gouvernement des États-Unis

d'Amérique, à sa discrétion, suspend ou met un terme à toute son assistance relative à l'interception d'aéronefs civils au Gouvernement de la République dominicaine.

Si ce qui précède rencontre l'agrément du Gouvernement de la République dominicaine, l'Ambassade des États-Unis d'Amérique propose que la présente note et votre réponse marquant l'acceptation constituent un accord entre les nos deux gouvernements, qui entrera en vigueur à la date de la note de réponse de Votre Excellence.

Ambassade des États-Unis d'Amérique à Saint-Domingue,
Saint-Domingue, 9 novembre 2005